

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-021

DU 28 JANVIER 2022

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) : 1ÈRE AFFECTATION POUR 2022 ET AVENANTS DISPOSITIF COP "TRANSFORMER LES ENTRÉES DE VILLE" : MODIFICATION DU RI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats – attribution de subventions – réaffectations – avenants ;

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Brunoy (91) ;

VU la délibération n° CP 2019-348 du 18 septembre 2019 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Santeny (94), modifiée par délibération n° CP 2021-167 du 1er avril 2021 ;

VU la délibération n° CP 2020-040 du 31 janvier 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Valenton (94) ;

VU la délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (77) ;

VU la délibération n° CP 2020-319 du 1^{er} juillet 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Varennes-sur-Seine (77) ;

VU la délibération n° CP 2020-373 du 23 septembre 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) des communes de Bry-sur-Marne (94) et de Lardy (91) ;

VU la délibération n° CP 2020-466 du 18 novembre 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la communauté de communes du Val d'Essonne (91) ;

VU la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

VU la délibération n° CP 2021-009 du 21 janvier 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Jouy-en-Josas (78) ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-233 du 22 juillet 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Gagny (93) ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative aux contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4^e affectation pour 2021 et avenant – Signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-442 du 19 novembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Lésigny (77) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif « **contrat d'aménagement régional** »,

d'une part, de conclure avec **7** communes, pour les opérations citées en annexe n°1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels figurant en annexe n°2 à la présente délibération, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 modifiée susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe n°3 à la présente délibération, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **5 693 487,50 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2022.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif « **contrat d'aménagement régional** », de participer au financement des 10 opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe n°3 à la présente délibération, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) susvisés.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux approuvés par les délibérations susvisées, à la signature d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **3 320 751,50 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2022.

Article 3 :

Désaffecte un montant d'autorisation de programme de **360 000 €** relatif à l'opération « création d'une salle multi activités », voté par délibération régionale n° CP 2019-348 du 18 septembre 2019 en faveur de la commune de Santeny (94), affecté sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2019.

Article 4 :

Approuve l'avenant n°2 au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Santeny (94) figurant en annexe n°4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au financement de deux opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n°3, inscrite dans l'avenant n°2 au contrat d'aménagement régional défini ci-dessus.

Subordonne le versement des subventions liées, à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2017 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant global de **360 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2022.

Article 5 :

Approuve l'avenant de prorogation au contrat d'aménagement régional (CAR) de Brunoy (91) figurant en annexe n°5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

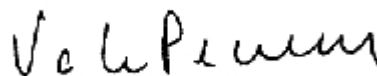
Article 6 :

Approuve les modifications du règlement d'intervention régionale du dispositif « transformer les entrées de ville » telles qu'elles sont inscrites dans le document consolidé ci-joint en annexe n°6.

Article 7 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1138400-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : tableau de délibération

77 SEINE-ET-MARNE			
DAMMARIE-LES-LYS	EX061929	Opération Cœur de ville (phase 3) : réaménagement des places Mazet, de l'église et rue Foch	750 000,00 €
	EX061930	Opération Cœur de ville (phase 3) : réqualification de la rue Henri Barbusse	250 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
NEMOURS	EX061761	Aménagement du cours Balzac	52 500,00 €
	EX061764	Sécurisation de l'école Sainte-Marie et aménagement du parking du Champ de Mars	57 855,00 €
	EX061769	Réhabilitation du local dit "Criton", 30-32 rue Gautier 1er	401 800,00 €
	EX061773	Réhabilitation du local dit "Chaffraix", 16 place de la République	191 800,00 €
	EX061785	Réhabilitation du local dit "ex-Pauligny" 23 quai des Tanneurs	296 045,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
78 YVELINES			
AUFFARGIS	EX061672	Extension du foyer rural	86 000,00 €
	EX061668	Réaménagement des abords de la mairie	184 000,00 €
	EX061673	Requalification du centre bourg (dont construction d'un commerce communal, aménagements extérieurs du parvis de l'église, stationnement et espace de circulation)	630 000,00 €
		Total subvention	900 000,00 €
CHATOU	EX061840	Rénovation thermique de l'école du Val Fleuri	85 000,00 €
	EX061841	Rénovation de l'éclairage public	915 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
91 ESSONNE			
ETAMPES	EX062199	Modernisation de l'éclairage public	700 000,00 €
	EX062198	Réhabilitation de locaux dans l'ancien lycée Blériot en espace des associations	300 000,00 €
		Total subvention	1 000 000,00 €
92 HAUTS-DE-SEINE			
ANTONY	EX061687	Construction du groupe scolaire et crèche quartier Jean Zay	500 000,00 €
	EX061690	Démarche qualitative environnementale du groupe scolaire / crèche quartier Jean Zay	500 000,00 €
	EX061688	Réalisation d'un parking public souterrain quartier Jean Zay	500 000,00 €
		Total subvention	1 500 000,00 €

95 VAL D'OISE			
VAUREAL	EX057022	Réaménagement des espaces publics du quartier de La Bussie	587 368,00 €
	EX057028	Aménagement du parvis du Forum 2	296 867,50 €
	EX057020	Création d'un nouveau cimetière	115 764,50 €
	Total subvention		1 000 000,00 €
TOTAL GENERAL			7 400 000,00 €

Annexe n°2 à la délibération : échéanciers financiers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL							
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS (77)							
OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Opération "Cœur de ville" - Réaménagement des places Mazet, de l'Eglise et avenue Foch	2 342 837,00 €	1 500 000,00 €	750 000,00	500 000,00	250 000,00	50%	750 000,00 €
Opération "Cœur de ville" - Requalification de la rue Henri Barbusse	763 984,00 €	500 000,00 €	0,00	300 000,00	200 000,00	50%	250 000,00 €
TOTAL	3 106 821,00 €	2 000 000,00 €	750 000,00 €	800 000,00 €	450 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			225 000,00	240 000,00	135 000,00	50%	1 000 000 €

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL								
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE NEMOURS (77)								
OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2022	2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Aménagement du cours Balzac	150 000,00	105 000,00	52 500,00	0,00	0,00	0,00	50%	52 500,00
Sécurisation de l'école Sainte Marie et aménagement du parking du Champ du Mars	165 300,00	115 710,00	57 855,00	0,00	0,00	0,00	50%	57 855,00
Réhabilitation du local dit "Criton" 30- 32 rue Gautier	1 148 000,00	803 600,00	200 000,00	201 800,00	0,00	0,00	50%	401 800,00
Réhabilitation du local dit "Chaffraix" 16 place de la République	548 000,00	383 600,00	0,00	100 000,00	91 800,00	0,00	50%	191 800,00
Réhabilitation du local dit "Ex Pautigny" 23 quai des Tanneurs	1 386 320,00	592 090,00	0,00	0,00	200 000,00	96 045,00	50%	296 045,00
TOTAL	3 397 620,00	2 000 000,00	310 355,00	301 800,00	291 800,00	96 045,00		
Dotation prévisionnelle maximum région			310 355,00	301 800,00	291 800,00	96 045,00		1 000 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL							
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'AUFFARGIS (78)							
OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Requalification du centre bourg	1 823 597,80	1 260 000,00	88 000,00	1 172 000,00		50%	630 000,00
Extension du foyer rural	422 400,00	172 000,00		172 000,00		50%	86 000,00
Aménagement de la mairie et de ses abords	655 488,00	368 000,00			368 000,00	50%	184 000,00
TOTAL	2 901 485,80	1 800 000,00	88 000,00	1 344 000,00	368 000,00		
Dotation prévisionnelle maximum région			44 000,00	672 000,00	184 000,00		900 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL							
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CHATOU (78)							
OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2021	2022	2023	Taux %	Montant en €
Rénovation thermique de l'école du Val Fleuri	538 998,35	170 000,00	170 000,00	0,00	0,00	50,00%	85 000,00
Rénovation de l'éclairage public	2 948 932,00	1 830 000,00	500 000,00	650 000,00	650 000,00	50,00%	915 000,00
TOTAL	3 487 930,35	2 000 000,00	670 000,00	650 000,00	650 000,00		
Dotation prévisionnelle maximum région			335 000,00	325 000,00	325 000,00	50,00%	1 000 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE D'ETAMPES (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION		DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2022	2023	Taux %	Montant en €
Modernisation Éclairage Public	5 092 391,00 €	1 400 000,00 €	700 000,00 €	700 000,00 €	50%	700 000,00 €
Réhabilitation locaux ancien lycée Blériot en espace des associations	3 453 168,00 €	600 000,00 €	600 000,00 €		50%	300 000,00 €
TOTAL	8 545 559,00 €	2 000 000,00 €	1 300 000,00 €	700 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			650 000,00 €	350 000,00 €		1 000 000,00 €

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'ANTONY (92)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Construction du groupe scolaire et crèche quartier Jean Zay	13 216 279,59	1 000 000,00	600 000,00	350 000,00	50 000,00	50%	500 000,00
Réalisation du parking public souterrain quartier Jean Zay	11 513 476,00	1 000 000,00	800 000,00	150 000,00	50 000,00	50%	500 000,00
Démarche qualitative et environnementale du groupe scolaire / crèche Jean Zay	1 051 982,26	1 000 000,00	600 000,00	350 000,00	50 000,00	50%	500 000,00
TOTAL	25 781 737,85	3 000 000,00	2 000 000,00	850 000,00	150 000,00	50%	1 500 000
Dotation prévisionnelle maximum Région			1 000 000,00	425 000,00	75 000,00		1 500 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE VAUREAL (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2021	2022	2023	Taux %	Montant en €
Requalification du Quartier de la Bussie	1 174 396,00	1 174 736,00	587 368,00	587 368,00		50%	587 368,00
Aménagement du parevis du Forum 2	593 735,00	593 735,00			593 735,00	50%	296 867,50
Création d'un cimetière paysager	515 246,00	231 529,00		231 529,00		50%	115 764,50
TOTAL	2 283 377,00	2 000 000,00	587 368,00	818 897,00	593 735,00	50%	1 000 000,00
Dotation prévisionnelle maximum région			293 684,00	409 448,50	296 867,50		1 000 000,00

Annexe n°3 à la délibération : fiches projets

DOSSIER N° EX061929 - CAR - OPERATION COEUR DE VILLE (phase 3) REAMENAGEMENT DES PLACES DE L'EGLISE, MAZET ET DE L'AVENUE FOCH - DAMMARIE-LES-LYS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS

Adresse administrative : 26 RUE CHARLES DE GAULLE
77190 DAMMARIE LES LYS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Gilles BATTAIL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Dammarie-les-Lys (22 177 habitants - INSEE 2018), propose l'opération Cœur de Ville (phase 3) réaménagement des places de l'Eglise, Mazet et de l'avenue Foch.

La commune a lancé en 2017 une importante opération de réaménagement de son centre-ville, dénommé projet "Cœur de ville", dont les principaux objectifs sont de : valoriser le cadre de vie, préserver et développer l'activité commerciale, renforcer l'identité cœur de ville/village, améliorer la communication et la circulation entre quartiers en clarifiant les usages et les modes de circulation et compléter l'offre de logements en centre-ville, encadrée par un cahier de prescriptions architecturales.

Le projet de requalification urbaine est composé de 4 phases opérationnelles, dont le précédent CAR a accompagné les phases 1 et 2 (création de la rue Beltrame et requalification du Parc de l'hôtel de ville). La présente opération qui s'inscrit dans la phase 3 du projet consiste à réaménager la place de l'église (Paul Bert), la place Mazet et l'avenue du Maréchal Foch.

L'objectif de requalification de la place Mazet (parvis de l'hôtel de ville) est d'identifier et d'animer la place principale du quartier, la rendre accessible aux PMR, tout en préservant le stationnement aux pieds des commerces, ainsi que d'orienter la circulation en sens unique au niveau de l'avenue Foch. Lieux de vie et de rencontre aux activités multiples, les places et parcs forment les espaces-clés du cœur de ville. Le

cheminement de l'un à l'autre importe autant que les vues et perspectives qu'ils offrent au piéton. La place Paul Bert, où se situent l'église et l'espace Nino Ferrer, sera intégrée au circuit piéton du centre-ville. Une continuité active et apaisée s'ouvrira alors de l'église à la « place du village » (place Mazet réaménagée), prolongée par un dégagement sur le parc paysager de l'Abbaye du Lys (via la voirie nouvelle "rue du Commandant Beltrame" soutenue dans le cadre du précédent CAR).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 2 342 837 € HT, plafonné à 1 500 000 € HT.

Localisation géographique :

 DAMMARIE-LES-LYS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie, stationnements, espaces publics	1 801 737,00	76,90%
Espaces verts et plantations	541 100,00	23,10%
Total	2 342 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	750 000,00	32,01%
DEPARTEMENT 77 (Fonds d'aménagement communal) - sollicité	740 000,00	31,59%
COMMUNE	852 837,00	36,40%
Total	2 342 837,00	100,00%

**DOSSIER N° EX060309 - CAR REHABILITATION DU COEUR VILLAGE - COMMUNE DE LESIGNY
(77)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 639 850,00 € HT	50,00 %	819 925,00 €
	Montant total de la subvention		819 925,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY

Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Michel PAPIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2018 - 30 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Lésigny (7157 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Réhabilitation du cœur village ».

Le centre de Lésigny, situé au contact de la Francilienne (RN 104), a gardé son caractère villageois avec des bâtiments de caractère. Le cœur village regroupe 3 principaux axes.

La rue de Croix, qui marque l'entrée en centre-ville, dispose de trottoirs non confortables de 1 m à 2,5 m de largeur et comportant des obstacles à une bonne circulation (candélabres et autres).

La rue de Villarceau, axe du centre-ville, dessert les commerces et équipements. L'étroitesse des trottoirs (entre 0,90 m et 1,30 m) et la présence d'équipements de voirie faisant obstacle ne favorisent pas les déplacements des piétons et ne permettent pas de répondre aux normes PMR.

La rue de la Fontaine est à sens unique avec des stationnements longitudinaux. Les trottoirs sont réduits à 1,10 m avant de disparaître pour ne laisser place qu'à la circulation des véhicules.

Pour remédier à ces dysfonctionnements, assurer la sécurité, limiter l'usage de la voiture, encourager les circulations piétonnes et permettre l'accessibilité des usagers PMR, le projet consiste à réaménager ces trois axes et à créer une zone 30.

Les travaux porteront sur la réfection totale de la voirie et des trottoirs, de l'éclairage public, la gestion des eaux pluviales, les équipements de voirie et de signalisation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 950 318,59 € HT, plafonné à 1 639 850 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 658 832,09	85,05%
HONORAIRES	291 486,50	14,95%
Total	1 950 318,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	819 925,00	42,04%
COMMUNE	1 130 393,59	57,96%
Total	1 950 318,59	100,00%

DOSSIER N° EX049302 - CAR - ACQUISITION ET CREATION D'UNE CIRCULATION DOUCE QUAI DU CANAL PROCHE DE LA MEDIATHEQUE - COMMUNE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LIMOGES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité d'acquérir une partie du chemin de contre-halage nécessaire à la réalisation du projet. La date d'acquisition est le 27 août 2019.

Description :

La commune de Moret-Loing-et-Orvanne (12 214 habitants – INSEE 2017), propose l'opération « Acquisition et création d'une circulation douce quai du canal proche de la médiathèque »

Dans le cadre de l'aménagement d'un parc public jouxtant la médiathèque et le pôle médical et afin de relier les communes déléguées de Moret-sur-Loing et d'Ecuelles, il est prévu de créer un chemin piétonnier ouvert également à la circulation de vélos sur le chemin de contre-halage situé en rive droite du canal du Loing, en contrebas des deux bâtiments.

Le projet comprend l'acquisition du chemin de halage et son aménagement en voie douce, en assurant la continuité avec la piste existante qui sera en partie reprise.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS (EX049294-EX049295-EX049297-EX049298)

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 100 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	50 000,00	50,00%
COMMUNE	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061761 - CAR - AMENAGEMENT DU COURS BALZAC - COMMUNE DE NEMOURS
(77)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	105 000,00 € HT	50,00 %	52 500,00 €
Montant total de la subvention			52 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS

Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77796 NEMOURS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 novembre 2021 - 30 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Nemours (13 165 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement du cours Balzac »

Situé en bordure immédiate du Canal du Loing et donc de l'Eurovéloroute 3, l'espace public dit Cours Balzac n'a pas d'usage défini aujourd'hui. Anciennement, y étaient présents les boulistes de Nemours et des alentours puis le terrain a été déplacé au stade intercommunal. L'objectif du projet est de requalifier cet espace vert et de lui redonner des usages pour qu'il profite aux habitants en y aménageant une liaison douce piétonne, une aire de jeux, des tables de pique-nique, des bancs et bains de soleil, et en rénovant l'intégralité de l'éclairage.

Les travaux nécessaires prévoient de la démolition, du terrassement, la pose de bordures et caniveaux, de candélabres et de mobiliers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 150 000 € HT, plafonné à 105 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

■ NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	144 000,00	96,00%
ETUDES	6 000,00	4,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	52 500,00	35,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	52 500,00	35,00%
COMMUNE	45 000,00	30,00%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061764 - CAR - SECURISATION DE L'ECOLE SAINTE MARIE ET AMENAGEMENT DU PARKING DU CHAMP DE MARS - COMMUNE DE NEMOURS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	115 710,00 € HT	50,00 %	57 855,00 €
Montant total de la subvention			57 855,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS

Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77796 NEMOURS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 novembre 2021 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Nemours (13 165 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Sécurisation de l'école Sainte-Marie et aménagement du parking du Champ de Mars »

Le projet a pour objectif de réorganiser l'aménagement du parking du Champ de Mars qui constitue l'offre principale de stationnement pour accéder au centre-ville de Nemours, de sécuriser les abords de l'école Sainte Marie, de diminuer la surface imperméabilisée du parking pour offrir des espaces de loisirs et de détente et de requalifier le square attenant en bord de Loing.

Aujourd'hui, les automobilistes doivent remonter l'intégralité du parking pour se garer au plus proche du centre-ville et refaire le parcours en sens inverse s'il n'y a pas de places disponibles. Le réaménagement simplifie le parcours en entrant par l'entrée la plus proche du centre-ville afin d'inciter les automobilistes à s'y garer. Aussi, des places d'arrêt minute et l'élargissement des trottoirs sont prévus au droit de l'école

Sainte Marie afin de limiter le stationnement anarchique des parents d'élèves et de sécuriser la zone pour les piétons.

Ce projet s'intègre dans son environnement et offre de nouveaux espaces verts et de promenade en bord de Loing. Les arbres de hautes tiges et la piste cyclable sont maintenus, l'offre de stationnement est réduite à 182 places dont 5 places PMR et 17 places d'arrêt minute afin de désimperméabiliser environ 25% de la surface du parking pour offrir un nouvel espace de détente côté écluse. Aussi, le parcours de promenade sur le square du Champ de Mars en bord de Loing sera requalifié.

Les travaux prévoient ainsi de la démolition, du terrassement, de la voirie, de la signalisation et du mobilier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 165 300 € HT, plafonné à 115 710 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	156 700,00	94,80%
ETUDES	8 600,00	5,20%
Total	165 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	57 855,00	35,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	57 855,00	35,00%
COMMUNE	49 590,00	30,00%
Total	165 300,00	100,00%

**DOSSIER N° EX057503 - CAR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE HENRI GEOFFROY :
PARKING, SECURISATION ET MISE AUX NORMES DE L'ACCES POMPIERS DE L'ECOLE -
COMMUNE DE SAINT-MAMMES (77)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	150 000,00 € HT	50,00 %	75 000,00 €
Montant total de la subvention			75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MAMMES

Adresse administrative : 2 RUE GRANDE
77670 SAINT MAMMES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JOEL SURIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Saint-Mammès (3376 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement des abords de l'école Henri Geoffroy : Parking, sécurisation et mise aux normes de l'accès pompiers de l'école »

A la suite de la création d'un nouveau bâtiment de restauration et périscolaire, l'accès et le stationnement autour du groupe scolaire a été revu. Il est prévu de créer trois parkings d'une capacité totale de 32 places dont 1 place de livraison pour le restaurant scolaire. Les espaces de stationnement seront éclairés par des LED et les eaux pluviales de voiries seront drainées via des structures alvéolaires sous le stationnement.

L'accès sera sécurisé par la mise en place d'éléments structurels de sécurité tels que des coussins berlinois et par l'élargissement de l'entrée de l'école pour permettre un meilleur accès des pompiers au groupe scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 250 000 € HT, plafonné à 150 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 SAINT-MAMMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	248 500,00	99,40%
ETUDES	1 500,00	0,60%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	75 000,00	30,00%
DEPARTEMENT 77 (Sollicité)	100 000,00	40,00%
COMMUNE	75 000,00	30,00%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050518 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE - COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	360 000,00 € HT	50,00 %	180 000,00 €
Montant total de la subvention			180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE

Adresse administrative : RUE GRANDE
77130 VARENNES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : José RUIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Varennes-sur-Seine (3469 habitants – INSEE 2017) propose l'opération « Construction d'une école élémentaire ».

La commune souhaite rééquilibrer l'offre scolaire sur le territoire communal, en permettant notamment la création de deux groupes scolaires complets à « taille humaine », en remplacement des deux pôles actuels, accueillant l'élémentaire d'un côté (rue de l'Etang) et la maternelle de l'autre (rue de la Grande Garenne).

En effet, cette configuration présente des contraintes pratiques pour les parents devant déposer leurs enfants sur deux sites différents et génère du trafic automobile.

L'opération consiste en la construction d'une nouvelle école élémentaire calibrée pour accueillir cinq classes, d'une superficie de 653 m². L'équipement s'inscrira dans une démarche exemplaire de

développement durable et dans le cadre naturel de la Grande Garenne, à proximité de l'école maternelle existante et du centre de loisirs (également financé dans le présent contrat).

Les travaux comporteront notamment le gros œuvre bois, le gros œuvre béton, la couverture, l'étanchéité, la menuiserie, le chauffage, l'électricité, la plomberie. La création d'espaces extérieurs complémentaires et ayant vocation à être mutualisés avec ceux du centre de loisirs est également prévue (aires extérieures, espaces verts...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 286 442 € HT, plafonné à 360 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 118 645,00	86,96%
HONORAIRES	167 797,00	13,04%
Total	1 286 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	180 000,00	13,99%
COMMUNE	1 106 442,00	86,01%
Total	1 286 442,00	100,00%

DOSSIER N° EX061673 - CAR - REQUALIFICATION DU CENTRE-BOURG - AUFFARGIS (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 260 000,00 € HT	50,00 %	630 000,00 €
Montant total de la subvention			630 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : MAIRIE
78610 AUFFARGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2019 - 29 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune d'Auffargis (2020 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Requalification du centre-bourg".

L'opération concerne la construction d'un bâtiment multiservices et l'aménagement des espaces publics à proximité sur la place de l'Arsenal.

Dans un projet global de redynamisation de son centre bourg, il est prévu la construction d'un bâtiment multiservices qui regroupe plusieurs activités :

- au RDC : un restaurant, un bar/tabac et une cuisine,
- au 1er étage : deux logements de type T2 et T4,
- à l'extérieur : un aménagement alloué à la terrasse du restaurant.

La commune souhaite que son projet s'intègre dans son environnement rural en terme architectural et avec l'utilisation de certains matériaux traditionnels comme la tuile pour une partie de la toiture et la pierre pour une partie des murs extérieurs. La partie restaurant présentera un soubassement en pierre surmonté

d'une verrière, couvert par une toiture végétalisée.

Ce projet sera accompagné d'une réhabilitation des espaces publics à proximité. La rénovation de la voirie (rue de l'Artoire) et des espaces publics de stationnements paysagés (en pavés de grès), la création de zones végétalisées pour faciliter l'infiltration des eaux pluviales et réduire l'effet d'îlot de chaleur urbain. Enfin, le parvis de l'église en bordure de la place sera réaménagé pour faciliter les usages et sécuriser la population lors des événements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 823 597,80 € HT, plafonné à 1 260 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

■ AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 669 131,80	91,53%
HONORAIRES DE MAITRISE D'OEUVRE	119 358,00	6,55%
ETUDES	35 108,00	1,93%
Total	1 823 597,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	630 000,00	34,55%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	568 298,00	31,16%
COMMUNE	625 299,80	34,29%
Total	1 823 597,80	100,00%

DOSSIER N° EX061840 - CAR - RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - CHATOU (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 830 000,00 € HT	50,00 %	915 000,00 €
Montant total de la subvention			915 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé, sollicité par courrier de la commune en date du 1er octobre 2021, est motivée par la nécessité de réaliser les travaux de rénovation de l'éclairage public avant la période hivernale afin de réaliser rapidement des gains énergétiques.

Description :

La commune de Chatou (30 850 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Rénovation de l'éclairage public ».

La commune de Chatou a élaboré un schéma d'aménagement lumière dans le but de diminuer ses dépenses énergétiques et d'exploitation. Les rues ont été classées en trois différentes catégories (primaire, secondaire et tertiaire) selon leur niveau de priorité d'intervention (densité de population, fréquentation, centre d'intérêt de type commerces, équipements publics, lieux de culte...).

La commune souhaite procéder au remplacement des lanternes par des LEDs sur l'intégralité de son patrimoine. Sur 3 035 foyers lumineux présents sur son territoire, 527 en sont déjà équipés. Une réduction de puissance de 40% est aussi prévue entre 23h30 et 5h du matin.


Ce projet vise à permettre une diminution de la consommation d'électricité de 68% par an et une réduction de son bilan carbone de 138 290 tonnes de CO².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 2 948 932 € HT, plafonné à 1 830 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 948 932,00	100,00%
Total	2 948 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	915 000,00	31,03%
COMMUNE	2 033 932,00	68,97%
Total	2 948 932,00	100,00%

DOSSIER N° EX061841 - CAR - RENOVATION THERMIQUE DE L'ECOLE DU VAL FLEURI - CHATOU (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	170 000,00 € HT	50,00 %	85 000,00 €
Montant total de la subvention			85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU

Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 novembre 2019 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Chatou (30 850 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Rénovation thermique de l'école du Val Fleuri ».

L'école du Val Fleuri comprend 16 classes allant du cours préparatoire au CM2 et accueille 251 élèves. Construite en 1962, l'école est très mal isolée et sa toiture, d'une superficie de 1 428 m², n'a jamais été rénovée. La couverture sera intégralement changée avec la pose de nouveau panneaux isolants.

Le projet consiste également à changer les faux plafonds et à les doter d'une protection thermique, complémentaire à celle de la toiture, par la pose de couches de laine de verre. Ce renforcement thermique permettra d'améliorer la performance thermique de la toiture de plus de 30%.

Enfin, la totalité des luminaires seront remplacés par des LEDs, permettant ainsi une réduction de la

consommation d'énergie de plus de 40%.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 538 998,35€ HT, plafonné à 170 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	43 223,21	8,02%
TRAVAUX	495 775,14	91,98%
Total	538 998,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	85 000,00	15,77%
DSIL	290 000,00	53,80%
COMMUNE	163 998,35	30,43%
Total	538 998,35	100,00%

**DOSSIER N° EX053970 - CAR - AMENAGEMENT DE LA PLACETTE DES METZ - JOUY-EN-JOSAS
(78)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	338 811,00 € HT	50,00 %	169 405,50 €
	Montant total de la subvention		169 405,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY-EN-JOSAS

Adresse administrative : 19 AVENUE JEAN JAURES
78350 JOUY-EN-JOSAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Marie-Hélène AUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 novembre 2019 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Jouy-en-Josas (8 191 habitants – INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement de la placette des Metz ».

En parallèle de la construction d'une structure d'accueil petite enfance, composée d'un jardin d'enfants et d'un relais assistantes maternelles, la Ville souhaite consolider le centre du quartier des Metz en réaménageant cette placette qui en constitue le cœur.

Située à l'intersection des rues Albert Calmette et Raoul Allavoine, dans un quartier résidentiel au nord de la ville et à la lisière de la forêt domaniale de Versailles, cette future placette a pour objectif de participer à ce nouveau cœur civique et d'opérer une transition visuelle forte vers la nature.

Le projet de réaménagement de la placette conservera au moins 8 places de stationnement paysager dont 1 place réservée aux PMR, ainsi qu'une voie de circulation au travers de la place et perpendiculaire

à la rue Albert Calmette (au lieu d'une boucle aujourd'hui). Elle développera un tapis minéral uniquement destiné aux piétons et à la vie de la place, et séparé de la voirie par des potelets inox. Le projet prévoit également la plantation d'un arbre remarquable dans une fosse de pleine terre dans la continuité du stationnement, ainsi qu'une bande fertile filtrante entre les places de stationnement centrales et la zone piétonne. La plantation d'une charmille permettra en outre de masquer la zone de stockage du commerce attenant. Cette placette sera animée par l'installation de deux longs bancs en bois type madrier et par des mats d'éclairage supports de suspentes de type guinguette.


Enfin, afin de mettre en valeur cette nouvelle place, un revêtement en béton désactivé clair est projeté pour les parties piétonnes, et un enrobé noir avec incrustation de gravier blanc pour les zones carrossables.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 338 811 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 JOUY-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	60 377,00	17,82%
TERRASSEMENT et VRD	149 584,00	44,15%
ECLAIRAGE, MOBILIER et SIGNALISATION HORIZONTALE	55 600,00	16,41%
ESPACES VERTS	28 250,00	8,34%
DIVERS ALEAS	4 000,00	1,18%
MAITRISE D'OEUVRE	41 000,00	12,10%
Total	338 811,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	169 405,50	50,00%
COMMUNE	169 405,50	50,00%
Total	338 811,00	100,00%

DOSSIER N° EX053672 - CAR - REHABILITATION DE LA ZAE LA CROIX BOISSEE A VERT LE GRAND - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'ESSONNE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	751 825,00 € HT	30,00 %	225 547,50 €
Montant total de la subvention			225 547,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL D'ESSONNE
Adresse administrative : PARVIS DES COMMUNAUTES
91610 BALLANCOURT SUR ESSONNE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Patrick IMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (APS et environnementales), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La communauté de communes du Val d'Essonne (60 000 habitants - INSEE 2017) propose l'opération intitulée "Réhabilitation de la ZAE La Croix Boissée à Vert le Grand".

L'ensemble immobilier est constitué de quatre bâtiments divisés et loués en lots d'activité, situés rue de la Croix Boissée dans la commune de Vert-Le-Grand.

Cette ZAE a été réalisée par la commune de Vert-Le-Grand dans les années 80. La Communauté de communes Val d'Essonne ayant pris la compétence « développement économique » en 2002 s'est vu transférer le foncier et le bâti du site.

Les différents bâtiments ont été réalisés par tranches successives ; après 30 années d'exploitation des désordres sont apparus : perte d'étanchéité des toitures, perte de l'éclairage naturel des locaux, dégradation des systèmes de collecte des eaux pluviales, de la couche protectrice des coques de toiture avec traces d'oxydation et des systèmes de désenfumage.

Le programme vise à améliorer leurs sécurité, accessibilité et performances énergétiques.

Les travaux envisagés portent sur la remise aux normes des exutoires de désenfumage, et le remplacement des ouvrages d'eaux pluviales, l'amélioration de l'accessibilité par le remplacement des éléments translucides vieillissant et devenus opaques et la reprise de l'étanchéité des bâtiments. Ces investissements rendront la ZAE plus qualitative et donc plus attractive.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 922 136 € HT, plafonné à 751 825 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

■ VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	24 000,00	2,60%
TRAVAUX	898 136,00	97,40%
Total	922 136,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	225 547,50	24,46%
CC VAL D'ESSONNE	696 588,50	75,54%
Total	922 136,00	100,00%

DOSSIER N° EX048529 - CAR - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE ELEMENTAIRE ET SON RASED - LARDY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	3 357 400,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LARDY

Adresse administrative : 70 GRANDE RUE
91510 LARDY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Dominique BOUGRAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Lardy (5 600 habitants INSEE 2017) propose l'opération "Construction d'un groupe scolaire et son RASED".

L'actuelle école Jean Moulin est constituée de bâtiments vieillissants et de plusieurs préfabriqués isolés les uns des autres, particulièrement énergivores, et n'offrant pas toutes les garanties fonctionnelles d'une école moderne. Il a donc été décidé de reconstruire l'école primaire et les locaux du RASED (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté).

Sur un site d'une superficie de 2.678 m², le bâtiment sur deux niveaux et en forme de U comportera 1 390 m² de surface utile et accueillera 8 classes, soit une capacité d'accueil de 240 élèves, incluant les locaux du RASED d'une surface de 56 m² autonome mais néanmoins connecté à l'école.

L'espace central extérieur accueillera un préau de 160 m² en partie situé sous le premier étage du bâtiment et une cour de récréation de 858 m² qui comportera notamment un jardin pédagogique de 270 m². Au rez-de-chaussée, se trouveront deux classes, les locaux administratifs, la partie RASED et une salle polyvalente de grande hauteur et à l'étage 6 classes ainsi que la bibliothèque et les locaux techniques. Le projet intègre également un parking sécurisé pour les enseignants en pavé filtrant de 12 places avec un accès distinct de l'entrée principale.

Le parement extérieur des façades est prévu en enduit clair et bardage bois, les toitures seront en terrasse. Le principe de conception bioclimatique sera complété par un travail sur les modes constructifs

qui intégrera une démarche bas-carbone par l'usage de matériaux à faible impact environnemental en privilégiant le recours au bois et aux matériaux biosourcés. Cette démarche, se déclinera pour les travaux de cloisonnement, menuiserie, plomberie, sanitaires, électricité, chauffage, revêtements de sol et peinture.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 3 357 400 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
GROS OEUVRE, VRD	1 711 350,00	50,97%
ETANCHEITE, MENUISERIES EXT.	413 010,00	12,30%
ELECTRICITE, ASCENSEUR	236 000,00	7,03%
PLOMBERIE CHAUFFAGE ET VENTILATION	392 000,00	11,68%
PEINTURE ET REVETEMENT DE SOLS	213 310,00	6,35%
PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	54 000,00	1,61%
PLATRERIES ET MENUISERIES	337 730,00	10,06%
Total	3 357 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	800 000,00	23,83%
ETAT - DSIL (sollicité)	1 320 000,00	39,32%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	200 000,00	5,96%
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE (sollicité)	30 000,00	0,89%
COMMUNE	1 007 400,00	30,01%
Total	3 357 400,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062198 - CAR - REHABILITATION DE LOCAUX DANS L'ANCIEN LYCEE BLERIOD
EN ESPACE DES ASSOCIATIONS - ETAMPES (91)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 1 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Etampes (25 287 habitants INSEE 2018) propose l'opération "Réhabilitation de locaux dans l'ancien lycée Blériot en espace des associations".

Afin de valoriser ce bien que la commune a racheté, une vaste opération de réhabilitation a été engagée depuis 5 ans. Ainsi, les locaux situés plateau de Guinette accueillent aujourd'hui des associations caritatives et sportives.

Il est proposé de poursuivre cette réhabilitation avec le bâtiment E en R+2.

Le projet permettra de créer un équipement emblématique à forte identité sur le quartier de Guinette en revalorisant les locaux de l'ancien lycée à la faveur de la vie associative.

L'ensemble des associations pourra être ainsi réuni sur un même site alors qu'elles étaient jusque-là réparties sur trois adresses différentes.

Ces locaux constitueront un nouvel espace dédié à la culture et à l'évènementiel.

Les travaux retenus sont les suivants :

- L'isolation des murs intérieurs et extérieurs et de la dalle,
- Le remplacement des huisseries par du double vitrage et bâti en aluminium,
- L'adaptation du site aux demandes des associations avec la pose de sols adaptés par exemple,

- La transformation du réseau électrique avec le changement de tous les points lumineux en LED,
- Le remplacement du système de chauffage par un plus récent et plus économe,
- L'installation d'un ascenseur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 3 453 168 € HT, plafonné à 600 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	325 500,00	9,43%
TRAVAUX	3 127 668,00	90,57%
Total	3 453 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	300 000,00	8,69%
COMMUNE	3 153 168,00	91,31%
Total	3 453 168,00	100,00%

DOSSIER N° EX062199 - CAR - MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - ETAMPES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
Montant total de la subvention			700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Etampes (25 287 habitants INSEE 2018) propose l'opération "Modernisation de l'éclairage public".

Dans un contexte où la demande d'électricité croît en permanence les flux d'éclairage sur l'ensemble de la commune sont devenus supérieurs à la normale. Les frais de fonctionnement en électricité sont donc en constante augmentation et le matériel est de plus en plus vétuste ainsi la commune a souhaité moderniser son éclairage par le biais d'un marché de performance énergétique.

La combinaison des travaux de rénovation et de l'entretien du patrimoine favorisera les économies d'énergie (objectif de 67% en moins, soit une économie de près de 300 000 €/an) en limitant les nuisances lumineuses et en tenant compte des mutations environnementales dans lesquelles la commune a fait le choix de s'inscrire.

3 865 points lumineux sont à rénover sur la commune.

Les travaux proposés sont les suivants :

- Améliorations sécuritaires : réfection de têtes de câbles, installation de coffrets, mise à la terre individuelle sur candélabres, remplacement d'armoires, remplacement de réseaux électriques avec tranchées.
- Remplacement de mâts, lanternes et projecteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 5 092 391 € HT, plafonné à 1 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 092 391,00	100,00%
Total	5 092 391,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	700 000,00	13,75%
COMMUNE	3 792 391,00	74,47%
ETAT - DSIL (sollicité)	600 000,00	11,78%
Total	5 092 391,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061687 - CAR - CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ET CRECHE QUARTIER
JEAN ZAY - ANTONY (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY

Adresse administrative : PL DE L'HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-YVES SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de programmer la livraison du groupe scolaire et de la crèche avec celle des 512 logements familiaux prévue fin 2023.

Description :

La commune d'Antony (62 858 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Construction d'un groupe scolaire et crèche" dans le nouveau quartier Jean Zay qui se développe sur l'emprise de l'ancienne résidence universitaire, à proximité immédiate du parc de Sceaux.

Afin de mutualiser les équipements techniques, ce projet comprend, au sein d'un même bâtiment en forme de "Z" et d'une surface utile de 4 142 m² (hors espaces extérieurs), un groupe scolaire de 12 classes et une crèche de 72 berceaux. Il s'inscrit le long du futur Cours Jean Zay au nord et de l'avenue Gallieni à l'ouest, et sera bordé par une voie nouvelle au sud et une venelle jardinée à l'est. La crèche occupe la partie sud le long de la voie nouvelle et dispose d'un espace de jeux spécifique orienté vers la venelle ; à l'opposé, le groupe scolaire est accessible depuis un parvis positionné sur le Cours Jean Zay. Le hall d'accueil distribue à l'ouest le niveau bas de l'école maternelle, sa cour et la salle de motricité accessible au public, à l'est l'escalier conduisant à l'école élémentaire. Le premier étage comprend les espaces de la maternelle à l'ouest, la salle polyvalente et les classes périscolaires à l'est, ainsi que l'ensemble de la restauration côté voie nouvelle. Le second étage est dédié à l'école élémentaire et à sa cour, et accueille le logement du gardien.

L'enveloppe extérieure est constituée de plaquettes en brique de couleur ocre et de menuiseries en aluminium à ouvrant caché et équipées de brise-soleil orientables pour les façades sud et ouest. Les façades sur les cours de récréation sont largement vitrées en rez-de-chaussée par des murs rideaux en aluminium, les étages sur ces cours sont habillés d'une vêtue métallique unitaire et présentent des menuiseries également en aluminium à ouvrant caché. Les cours en rez-de-chaussée sont en partie en pleine-terre avec des fosses pour la plantation d'arbres à grand et moyen développement ; des massifs d'arbustes, de vivaces et de couvre-sol sont plantés en accompagnement. La cour élémentaire, située en R+2, présente de larges jardinières avec des arbres de 5/6 m à taille adulte, deux îlots végétalisés avec arbres au centre de la cour, et une pergola périphérique plantée d'espèces à feuillage caduque et floraisons échelonnées pour apporter de l'ombrage.

Le projet vise l'atteinte du niveau E3C1 du label BEPOS. Cette ambition est développée dans le cadre du dossier EX06190 au titre du bonus environnemental (panneaux photovoltaïques, sondes géothermiques, pompes à chaleur, isolation des façades, honoraires AMO BEPOS).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 14 268 261,85 € HT (dont 13 216 279,59 € HT de dépenses éligibles, c'est-à-dire sans les dépenses qui sont présentées au titre du bonus environnemental) plafonné à 1 000 000,00 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :

 ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (hors dépenses éligibles au bonus environnemental)	13 216 279,59	92,63%
TRAVAUX (dépenses éligibles au bonus environnemental)	948 720,41	6,65%
HONORAIRES Suivi BEPOS et Commissionnement (éligibles bonus environnemental)	103 261,85	0,72%
Total	14 268 261,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEPARTEMENT 92 (acquis)	4 279 450,00	29,99%
METROPOLE DU GRAND PARIS (acquis)	1 000 000,00	7,01%
CAF (sollicité)	655 200,00	4,59%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (hors bonus)	500 000,00	3,50%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (bonus environnemental)	500 000,00	3,50%
VILLE D'ANTONY	7 333 611,85	51,40%
Total	14 268 261,85	100,00%

**DOSSIER N° EX061688 - CAR - REALISATION D'UN PARKING PUBLIC SOUTERRAIN QUARTIER
JEAN ZAY - ANTONY (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	11 513 476,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY

Adresse administrative : PL DE L'HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-YVES SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Antony (62 858 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Réalisation d'un parking public souterrain quartier Jean Zay".

Le plan d'aménagement du secteur Jean Zay ne prévoit à terme, sur l'espace public, que des places livraison et des dispositifs de stationnement vélos. De plus, compte-tenu des travaux du tramway T10 sur l'avenue du Général de Gaulle qui borde le quartier, et la modification de la réglementation du stationnement sur les voiries communales alentours, le stationnement longue durée dans le secteur n'est plus possible.

La réalisation de ce parking public de 264 places de stationnement sur deux niveaux enterrés va permettre de répondre en partie aux besoins générés par l'activité commerciale (4 000 m² de locaux en rez-de-chaussée), les équipements publics existants (sous-préfecture, commissariat) et futurs (groupe scolaire / crèche, médiathèque centrale / archives de la ville). Il comprendra du stationnement deux roues et 18 places de rechargement électrique, et intégrera une gestion dynamique de l'offre pilotée en interne par la ville afin d'adapter en temps réel son mode de fonctionnement en fonction des besoins.

Le projet s'installe sous le mail central pour éviter les découpages en volume complexes en termes de mise en œuvre et de gestion, et dispose de deux entrées et sorties pour optimiser sa lisibilité. La seule contrainte liée à l'inscription du projet sous un futur espace public d'agrément et de promenade a été de

réserver une hauteur disponible d'un mètre minimum au-dessus du plancher haut du parking pour permettre de planter des arbres et arbustes dans le volume de terre végétale requis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des dépenses est estimé à 11 513 476,00 € HT, et plafonné à 1 000 000,00 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :

 ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros-oeuvre	9 318 332,00	80,93%
Métallerie - Serrurerie	391 300,00	3,40%
Etanchéité - Bardage	506 280,00	4,40%
Cloisons - Faux-plafonds - Menuiseries - Peinture et sol	417 410,00	3,63%
Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie Sanitaire	366 379,00	3,18%
Electricité - Ascenseurs	513 775,00	4,46%
Total	11 513 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	500 000,00	4,34%
COMMUNE	11 013 476,00	95,66%
Total	11 513 476,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061690 - CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE DU GROUPE
SCOLAIRE / CRECHE JEAN ZAY - ANTONY (92)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 051 982,26 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY

Adresse administrative : PL DE L'HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-YVES SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit des honoraires pour le suivi BEPOS et le commissionnement, identifiés par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

L'autorisation de démarrage anticipé des travaux est, quant à elle, motivée par la nécessité de programmer la livraison du groupe scolaire et de la crèche avec celle des 512 logements familiaux prévue fin 2023.

Description :

La commune d'Antony (62 858 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Démarche qualitative et environnementale du groupe scolaire / crèche Jean Zay".

Le projet (décrit dans le dossier EX061687) atteint le niveau E3C1 du label BEPOS, avec le respect de la RT 2012 et un bilan BEPOS de 35,2 kWh d'énergie primaire/m² par an et le coefficient Bbio (Besoin bioclimatique) et Coefficient Energie Primaire respectivement de 31,5% et 83,9% inférieurs aux coefficients maximum. Le niveau Carbone 1 est atteint avec 1 465 kg d'émission totale de CO2/m² (inférieur au niveau Eges- Emission de gaz à effet de serre- max 1)

L'isolation thermique par l'extérieur et la forte inertie du bâtiment participent à la performance énergétique du projet. Sa configuration a aussi été optimisée pour tirer tous les bénéfices bioclimatiques : les

orientations sud-est et ouest favorisées pour profiter des apports solaires hivernaux, des protections solaires pour assurer en été une protection suffisante. Par ailleurs, les choix de conception fonctionnelle, structurelle et technique permettent l'intégration des problématiques spécifiques à la maintenance et au maintien des performances environnementales : la géothermie sur sondes offre une énergie à faible coût et propre, la ventilation naturelle est assurée par la présence d'ouvrants (30% minimum) dans chaque salle de classe, les panneaux photovoltaïques sont mis en place pour atteindre un niveau E3 « exemplaire », le recours à des matériaux durables, faciles d'entretien, émettant peu de polluants et dont le contenu énergétique est le plus faible possible est privilégié...

Les dépenses présentées au bonus environnemental du CAR portent sur :

- l'installation des sondes géothermiques et de pompes à chaleur avec création d'un local dédié,
- la fourniture et la pose de 160 panneaux photovoltaïques (353 m²),
- l'isolation des façades et la mise en place de casquettes et brise-soleil,
- les honoraires pour le suivi de la démarche BEPOS et le commissionnement permettant de garantir l'atteinte de ces objectifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des dépenses éligibles au bonus environnemental est estimé à 1 051 982,26 € HT, et plafonné à 1 000 000,00 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :

 ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sondes géothermiques	174 013,05	16,54%
Panneaux photovoltaïques	88 778,03	8,44%
Local et Pompes à chaleur	75 153,61	7,14%
Cassettes solaires et brise-soleil	115 825,28	11,01%
Véture isolante et vêtue murs brique	494 950,44	47,05%
Honoraires suivi BEPOS et commissionnement	103 261,85	9,82%
Total	1 051 982,26	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	500 000,00	47,53%
COMMUNE	551 982,26	52,47%
Total	1 051 982,26	100,00%

DOSSIER N° EX056906 - CAR - REAMENAGEMENT DU NORD DE LA PLACE FOCH ET DE LA RUE FOURNIER - GAGNY (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAGNY
Adresse administrative : 1 ESPLANADE MICHEL TEULET
93220 GAGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rolin CRANOLY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Gagny (39 618 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Réaménagement du nord de la Place Foch et de la rue Fournier".

Le projet envisagé s'inscrit dans un programme plus global de réaménagement et de dynamisation du centre-ville.

Profitant de l'opportunité foncière présentée par la démolition de l'école Jean de La Fontaine, le projet de dévoiement de la rue Fournier dans son extrémité ouest permettra de dégager le nord de la place Foch. La nouvelle portion de l'avenue Fournier ainsi créée accueillera des stationnements parallèles à la voie sur l'un des côtés et des bandes plantées sur l'autre, l'ensemble étant accompagné d'arbres d'alignement. Des noues d'infiltration viendront limiter le rejet des eaux de pluie. Ce principe d'aménagement sera également repris le long de la rue du Général Leclerc.

Au cœur de la parcelle libérée par la démolition de l'école, il est prévu une opération immobilière permettant de recréer un front bâti sur cet espace. La réalisation de cette opération offrira la possibilité d'un contact direct entre la place Foch et les commerces, bars et restaurants qui doivent venir s'installer en rez-de-chaussée de ces immeubles.

Ces nouveaux aménagements permettront également la mise en place d'une circulation douce en site propre et l'aménagement paysager du nord de la place. Les places de stationnements créés en surface compléteront l'offre de stationnement souterrain du parking Foch, notamment pour les livraisons et l'accès des personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 1 189 470,53 € HT, plafonné à 600 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 189 470,53	100,00%
Total	1 189 470,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	300 000,00	25,22%
COMMUNE	889 470,53	74,78%
Total	1 189 470,53	100,00%

DOSSIER N° EX049548 - CAR - REHABILITATION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - BRY-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	330 847,00 € HT	50,00 %	165 423,50 €
Montant total de la subvention			165 423,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur CHARLES ASLANGUL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bry-sur-Marne (16 919 habitants INSEE 2018) propose l'opération suivante : "Réhabilitation du centre technique municipal".

Le centre technique municipal, situé 1 rue du Clos Sainte-Catherine, doit être réhabilité et étendu. En effet, la commune de Bry-sur-Marne dispose actuellement et jusqu'en 2022 d'une zone de stockage prêtée par l'Etat située sous le pont de l'A4 au niveau du boulevard Pasteur. Des projets, en cours d'études, prévoient une nouvelle affectation de ce foncier pour développer des lignes de bus en site propre.

Cette situation oblige la commune à étendre l'actuel centre technique municipal pour y implanter une nouvelle zone de stockage pour y entreposer sel de déneigements, poteaux ou matières inertes. L'opération prévoit, également, la création d'une zone de stationnement pour les véhicules légers de la ville et des véhicules de transports collectifs.

Les travaux à réaliser pour ces aménagements sont principalement les suivants :

- travaux de démolition, de terrassements, d'assainissement et de réseaux,
- travaux de structures et de revêtements de voiries et de trottoirs,
- travaux de signalisation,

- réalisation de murs, de clôtures et d'espaces verts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 330 847 HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	330 847,00	100,00%
Total	330 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	165 423,50	50,00%
COMMUNE	165 423,50	50,00%
Total	330 847,00	100,00%

DOSSIER N° EX030061 - CAR - CREATION DE SALLES MULTI ACTIVITES - SANTENY (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	720 000,00 € HT	50,00 %	360 000,00 €
Montant total de la subvention			-360 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANTENY
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94440 SANTENY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude GENDRONNEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 septembre 2019 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Santeny (3764 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Création de salles multi activités".

La commune fait face au manque d'espace pour les pratiques scolaires, associatives et municipales. Elle doit maintenir une offre d'accueil de qualité en faveur de la population santenoise en raison du développement des diverses activités.

Le projet comporte 2 phases et porte sur la construction de nouvelles salles. La construction réalisée en bâtiment modulaire comportera une 1ère phase avec la création d'une salle polyvalente, de deux toilettes PMR, d'un local de rangement, d'une cuisine ainsi que d'espaces de circulation pour une surface de 121 m².

La 2ème phase comprendra deux salles polyvalentes, un local de rangement et d'espaces de circulation pour une surface de 185 m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 721 715 € HT et est plafonné à 720 000 € HT. La subvention est

calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 SANTENY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	721 715,00	100,00%
Total	721 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	360 000,00	49,88%
COMMUNE	361 715,00	50,12%
Total	721 715,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061661 - CAR - AMENAGEMENT SECURITAIRE ET PAYSAGER DE LA RUE
JACQUES PREVERT - SANTENY (94)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	216 000,00 € HT	50,00 %	108 000,00 €
Montant total de la subvention			108 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANTENY
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94440 SANTENY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent BEDU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2022 - 30 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Santeny (4 045 habitants - Insee 2018) propose deux opérations en substitution de l'opération "Création de salles multiactivités" qui est abandonnée, parmi lesquelles l'"Aménagement sécuritaire et paysager de la rue Jacques Prévert".

Sur cet axe qui relie l'avenue du Général Leclerc à la rue de la gare à Servon, la circulation a augmenté, notamment avec l'arrivée sur la commune voisine d'une zone commerciale. Après une période de test au moyen de balises, le projet prévoit la création d'écluses simples centrales avec un resserrement de chaussée à 3.50 m, compte tenu du passage de la ligne de bus scolaire.

La vitesse sur l'ensemble de la rue sera limitée à 30 km/h, avec une signalisation adaptée et une distance de visibilité minimale de 20 m. En complément, le traitement paysager (enrochements décoratifs, installation de mobiliers urbains tels que bancs et arches-pergolas, plantations d'arbres et de plantes vivaces...) permettra également d'éviter "l'effet de couloir" et ainsi de réduire la vitesse des véhicules. A l'entrée de la rue, côté avenue du Général Leclerc, le carrefour sera sécurisé et la placette sera aménagée avec enfouissement du conteneur à verre et une végétalisation.

Les travaux comprendront donc, outre des interventions sur la voirie (démolitions, installation de bordures, mise en œuvre de grave ciment, reprise d'enrobé...), des dépenses de signalisation et d'éclairage public

(mise en place de candélabres LED), de paysagement/plantation et de mobilier urbain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 216 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 SANTENY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	216 000,00	100,00%
Total	216 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	108 000,00	50,00%
COMMUNE	108 000,00	50,00%
Total	216 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061667 - CAR - CONSTRUCTION D'UN CLUB HOUSE AVEC SALLE POLYVALENTE
- SANTENY (94)**

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	504 000,00 € HT	50,00 %	252 000,00 €
	Montant total de la subvention		252 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANTENY
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94440 SANTENY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent BEDU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2021 - 1 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Santeny (4 045 habitants - Insee 2018) propose deux opérations en substitution de l'opération "Création de salles multiactivités" qui est abandonnée, parmi lesquelles la "Construction d'un club house avec salle polyvalente".

Le club de tennis regroupe un court de tennis couvert, 2 courts extérieurs et un petit chalet surélevé servant de bureau et de club-house, sous-dimensionné, complété par un barnum provisoire suite à la destruction par incendie en 2020 d'un bungalow vestiaire-sanitaire adossé au chalet.

Le projet consiste à construire un nouveau bâtiment en rez-de-chaussée d'environ 130 m² entre le court couvert et les deux courts extérieurs, faisant office de club house et proposant une salle polyvalente de 50 m² adaptée aux besoins et conforme aux normes PMR et à la réglementation thermique. Il comprendra également un bureau, deux vestiaires et sanitaires, une réserve et un local technique.

La construction sera dotée de façades de bardage de trame régulière, d'un auvent à l'entrée, dans des

teintes naturelles brun clair et vert et d'une toiture en bac acier gris clair.

Les travaux comprendront des interventions de démolition et de terrassement, la construction du nouveau bâtiment selon un procédé industrialisé (fondations-maçonnerie, façades, toiture et couverture), l'aménagement intérieur (cloisons et faux plafonds, menuiseries, sols, peintures, plomberie-chauffage-ventilation, électricité...), ainsi que les aménagements extérieurs (plantations, allées piétonnes et terrasses, cuve pour les eaux pluviales...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération s'élève à 504 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

🏠 SANTENY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEMOLITION ET VRD	47 000,00	9,33%
CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ET AUVENT	272 050,00	53,98%
TRAVAUX SUR BÂTIMENT EXISTANT	18 000,00	3,57%
AMENAGEMENTS EXTERIEURS ET CUVE EAUX PLUVIALES	105 000,00	20,83%
HONORAIRES	61 950,00	12,29%
Total	504 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	252 000,00	50,00%
DEPARTEMENT 94 (sollicité)	50 800,00	10,08%
FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS (sollicitée)	40 000,00	7,94%
LIGUE NATIONALE DE TENNIS (sollicitée)	10 000,00	1,98%
COMMUNE	151 200,00	30,00%
Total	504 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061375 - CAR - REALISATION DE LA 1ERE PHASE DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - COMMUNE DE VALENTON (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 070 900,00 € HT	50,00 %	535 450,00 €
	Montant total de la subvention		535 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VALENTON
Adresse administrative : 48 RUE DU COLONEL FABIEN
94460 VALENTON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur METIN YAVUZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juin 2021 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Valenton (14 837 habitants - Insee 2018) propose l'opération "Réalisation d'une première phase du centre technique municipal".

La ville souhaite reconstruire son centre technique municipal (CTM), actuellement réparti sur 3 sites. Le projet initialement inscrit dans le CAR portait sur la réalisation d'un bâtiment principal (1443 m²) sur le site de la Ferme de l'hôpital intégrant des ateliers et dépôts, ainsi que des espaces extérieurs, tandis que le site de la Fontaine Saint Martin devait abriter une annexe prenant la forme d'un entrepôt de plain-pied de 406 m², avec des espaces de stockage extérieurs.

En raison de problématiques techniques et financières ayant conduit à abandonner le projet initial, la commune souhaite recentrer l'opération sur une première phase de réalisation du CTM. Le bâtiment à réaliser d'une emprise au sol de 1 250 m² sera situé sur un terrain de 3 350 m² au sein de la zone

d'activités Aminata Traoré et permettra d'accueillir l'ensemble des espaces nécessaires au fonctionnement des services municipaux (espace commun, atelier-garage, magasin et stockage, stationnement intérieur de certains véhicules lourds...) et des espaces extérieurs (cours de matériaux, stationnement des véhicules utilitaires légers ou lourds).

Les travaux comprendront une remise à niveau du terrain, la réalisation d'une dalle béton qui accueillera le nouveau hangar et la construction du bâtiment destiné à accueillir les services et des zones de stockage, le dimensionnement de la structure principale en voirie lourde, l'installation d'une clôture périphérique et d'un portail d'entrée permettant l'accès de véhicules lourds, de bennes à déchets, de deux aires de décantation (pour dépôt de végétaux, de sel...). Le projet intègre des aménagements paysagers, la création d'une vingtaine de places de stationnement pour véhicules légers dont 5 avec borne de recharge électrique, 4 places extérieures pour véhicules poids-lourds venant compléter les 2 places intérieures dédiées (saleuse et balayeuse), l'éclairage extérieur et du mobilier urbain. L'assainissement sera réalisé avec un objectif de traitement à la parcelle pour les eaux pluviales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 070 900 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 VALENTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 013 400,00	94,63%
HONORAIRES	57 500,00	5,37%
Total	1 070 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	535 450,00	50,00%
COMMUNE	535 450,00	50,00%
Total	1 070 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX057020 - CAR - CREATION D'UN CIMETIERE PAYSAGER - VAUREAL (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	231 529,00 € HT	50,00 %	115 764,50 €
Montant total de la subvention			115 764,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUREAL
Adresse administrative : 1 PLACE DU COEUR BATTANT
95490 VAUREAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie COUCHOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Vauréal (16 575 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Création d'un cimetière communal ».

Le cimetière actuel, situé dans le village, est composé de sépultures et d'un columbarium. Comme d'autres cimetières de l'agglomération cergypontaine, cet espace n'est plus dimensionné pour recevoir les défunts dont le nombre ne cesse de s'accroître en raison de la forte croissance démographique sur le territoire ces trente dernières années.

Une analyse hydrogéologique a confirmé que le site le plus adapté pour accueillir un nouveau cimetière est le terrain situé derrière le Centre Technique Municipal. L'assiette porterait sur une surface d'environ 13 000 m², dont 5 000 m², seraient utilisés dans un premier temps pour la création de 395 emplacements et 1 300 m², dédiés à une trentaine de places de parkings. La surface restante pourrait faire l'objet d'une future extension.

La création de ce nouveau cimetière doit permettre :

- de créer des sépultures dans un environnement plus paysager (appelé cimetière-jardin) et moins minéral (avec des stèles minimalistes),
- de mettre en place, éventuellement, un carré confessionnel (inexistant à ce jour sur Vauréal), après consultation des représentants des différents cultes,

- de proposer une formule de plus en plus sollicitée en matière d'incinération : le jardin d'urnes qui permet d'entreposer des cavurnes ou des urnes en pleine terre et non plus dans un colombarium (intégration dans un paysage fleuri propice au recueillement).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 515 246,00 € HT, plafonnés à 231 529,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	515 246,00	100,00%
Total	515 246,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	115 764,50	22,47%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	46 305,80	8,99%
COMMUNE	353 175,70	68,55%
Total	515 246,00	100,00%

DOSSIER N° EX057022 - CAR - REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS DE LA BUSSIE - VAUREAL (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

Délibération Cadre : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700

Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 174 736,00 € HT	50,00 %	587 368,00 €
	Montant total de la subvention		587 368,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUREAL
Adresse administrative : 1 PLACE DU COEUR BATTANT
95490 VAUREAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie COUCHOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 septembre 2019 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de maîtrise d'œuvre (réalisation de l'avant-projet, constitution du dossier de consultation des entreprises, assistance aux contrats de travaux, assistance aux opérations de réception...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique signé avec le maître d'ouvrage le 30 septembre 2019.

Description :

La commune de Vauréal (16 575 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Requalification des espaces publics de la Bussie ».

Les abords des commerces de la Place de la Bussie nécessitent des travaux de réhabilitation et d'amélioration des espaces publics, notamment concernant la voirie et les espaces verts. En effet, devant l'état vieillissant de cet espace public, la commune souhaite poursuivre les objectifs suivants :

- rendre plus qualitatifs les abords des commerces afin de redynamiser le quartier ;
- permettre une identification plus claire des espaces commerciaux ;
- rendre plus lisible les différents espaces dédiés aux mobilités : piétons, vélos, stationnement ;
- réaliser une continuité de la piste cyclable sur ce secteur

- prévoir les aménagements nécessaires pour favoriser les déplacements à vélos, rendre accessibles ces espaces aux Personnes à Mobilité réduite ; permettre la recharge de véhicules électriques ;
- renforcer l'identité paysagère valorisant le quartier ;
- prévoir des bornes escamotables manuelles rue de la Sérénade et avenue Louis Lecoin pour permettre leur piétonisation de manière occasionnelle, lors d'évènements par exemple ;
- prévoir la pose de fourreaux entre toutes les caméras et le local dédié à la vidéoprotection pour permettre un futur passage de la fibre ;
- programmer des aménagements et/ou du mobilier permettant de diminuer les regroupements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 174 736,00 € HT ventilés comme suit : études : 144 166,63 € - travaux : 1 130 276,23 €. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

 VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 030 276,23	87,70%
ETUDES	144 459,77	12,30%
Total	1 174 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	587 368,00	50,00%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	234 947,00	20,00%
COMMUNE	352 421,00	30,00%
Total	1 174 736,00	100,00%

**Annexe n°4 à la délibération : avenant n°2 au
contrat d'aménagement régional (CAR) de la
commune de Santeny (94)**

AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE SANTENY (94)

La Région Ile-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-021 du 28 janvier 2022

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La Commune de Santeny, sise à Santeny (94440) – Place du Général de Gaulle, représentée par son Maire, Monsieur Vincent BEDU, en vertu de la décision n° 20-2021 du 26 octobre 2021

ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- le contrat d'aménagement régional de Santeny signé le 18 novembre 2019
- la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2019-348 du 18 septembre 2019 approuvant le Contrat d'aménagement régional avec la commune de Santeny et affectant une subvention de 360 000 € pour l'opération « création de salles multi-activités »,
- la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 adoptant le dispositif régional Contrat d'aménagement régional, modifiée par les délibérations n°CP 2017-539 du 22 novembre 2017, n°CP 2018-249 du 30 mai 2018 et n°CR 2021-050 du 21 juillet 2021
- la décision du Maire de Santeny n° 20-2021 du 26 octobre 2021

Et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2022-021 du 28 janvier 2022

Aussi, à la demande de la commune de Santeny en date du 10 novembre 2021, la Région, par délibération n° CP 2022-021 du 28 janvier 2022, a accepté de retirer l'opération « *Création de salles multi-activités* » abandonnée pour des raisons de malfaçons, pour laquelle l'acompte de 107 769,31 € mandaté sera reversé par la commune, et d'y substituer à dotation constante les deux opérations suivantes : « *Construction d'un club house avec salle polyvalente* » et « *Aménagement sécuritaire et paysager de la rue Jacques Prévert* ».

Article 1 :

L'annexe 1 du contrat initial est modifiée comme suit :

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE SANTENY (94) suite au 1^{er}
avenant

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Création de salles multi- activités	721 716	720 000	0	250 000	470 000	0	50%	360 000
Restauration de l'église Saint- Germain	2 539 190	940 866	0	0	188 173	752 693	50%	470 433
	TOTAL	1 660 866	0	250 000	658 173	752 693		
	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION		0	125 000	329 087	376 346		830 433

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE SANTENY (94) –
Tableau modifié par l'avenant n°2

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	2023	Taux %	Montant en €
Construction d'un club house avec salle polyvalente	504 000	504 000	0	0	504 000		50%	252 000
Aménagement sécuritaire et paysager de la rue Jacques Prévert	216 000	216 000	0	0	216 000		50%	108 000
Restauration de l'église Saint- Germain	2 539 190	940 866	0	188 173	752 693		50%	470 433
	TOTAL	1660 866	0	188 173	1 472 693			
	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION		0	94 086,50	736 346,50			830 433

Article 2 :

Abandon de l'opération « Création de salles multi-activités » qui est remplacée par les opérations « *Construction d'un club house avec salle polyvalente* » et « *Aménagement sécuritaire et paysager de la rue Jacques Prévert* ».

Article 3 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Santeny, le
Pour la Commune de Santeny
Le Maire

Vincent BEDU

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

**Annexe n°5 à la délibération : avenant n°1 au
contrat d'aménagement régional (CAR) de la
commune de Brunoy (91)**

AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE BRUNOY (91)
--

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-021 du 28 janvier 2022

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Brunoy, sise Place de la Mairie, BP 83 – 91 805 Brunoy Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Bruno GALLIER, en vertu de la délibération du conseil municipal du 29 juin 2021,

ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- ✂ le contrat d'aménagement régional de la commune de Brunoy signé le 10 avril 2019 et la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019,
- ✂ le courrier de demande de prorogation en date du 2 décembre 2021 envoyé par la commune de Brunoy.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'aménagement régional d'un an pour présentation de l'affectation de l'opération « Réaménagement et mise en accessibilité du Château des Ombrages ».

Article 1 :

Avenant de prorogation d'une année pour l'affectation de l'opération « Réaménagement et mise en accessibilité du Château des Ombrages »

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Brunoy, le
Pour la commune de Brunoy
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la région Île-de-France
La Présidente

Bruno GALLIER

Valérie PECRESSE

**Annexe n°6 à la délibération : modification du
Règlement d'Intervention du dispositif "Transformer
les Entrées de Ville"**

Transformer les entrées de ville pour repenser les lisières urbaines

Mise à jour en date du 28 janvier 2022

Table des matières

1. CONTEXTE ET ENJEUX	2
2. CONDITIONS D'ELIGIBILITE.....	2
2-1 OBJECTIFS	2
2 -2 NIVEAUX D'INTERVENTION	2
3. MODALITES DE SELECTION.....	3
3-1 BENEFICIAIRES	3
3-2 CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE	3
3-3 PROCESSUS D'EVALUATION ET DE SELECTION DU DOSSIER.....	4
4. COUTS ELIGIBLES, MONTANTS DES AIDES ET TAUX D'INTERVENTION	4
5. OBLIGATIONS DU DEMANDEUR	5
5-1 OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION	5
5-2 OBLIGATIONS EN MATIERE DE RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS.....	6
6. CALENDRIER ET MODALITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES	6

1. CONTEXTE ET ENJEUX

L'espace urbain n'a cessé de croître en gagnant principalement sur les espaces agricoles et forestiers. Dans ce mouvement aujourd'hui mieux maîtrisé, les limites des villes se stabilisent souvent dans une physionomie très composite, parfois sans adéquation avec la qualité paysagère des villes et villages, sans répondre aux aspirations relatives au cadre de vie et sans prendre en compte la biodiversité.

En raison de leur traitement au coup par coup, les lisières urbaines ou entrées de ville renvoient parfois une image peu valorisante alors qu'elles pourraient constituer des opportunités pour renforcer la structure paysagère, faire entrer la nature en ville et offrir de nouveaux services à la population.

De plus, le traitement de ces lisières doit désormais s'inscrire dans les logiques d'adaptation au changement climatique en tendant vers le « Zéro Emission Nette » (ZEN) et de maîtrise de l'étalement urbain en visant le « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN).

C'est dans ce contexte qu'en septembre 2020, lors de la COP Région Île-de-France qui a formulé 192 propositions, a été proposée la mesure n°69 « *Accompagner les communes franciliennes dans la transformation de leurs entrées de ville, avec l'objectif de traiter ainsi 1.000 km de fronts urbains d'ici 2025* ». Cette mesure trouve son application dans le présent dispositif « *Transformer les entrées de ville pour repenser les lisières urbaines* ».

2. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

2-1 OBJECTIFS

La transition entre les espaces urbains et les espaces naturels, agricoles ou forestier doit être traitée de manière globale pour trouver une articulation harmonieuse et vertueuse entre deux réalités qui s'opposent trop souvent, celles de l'urbain et de la nature.

L'aide de la Région pour la transformation de ces lisières urbaines doit conduire à des aménagements associant :

- qualité du paysage (lisibilité, qualité des vues, intégration paysagère) ;
- qualité environnementale (respect des trames verte, bleue et noire, traitement favorable à la biodiversité) ;
- qualité fonctionnelle (liaisons douces, espaces de détente, d'agriculture urbaine et autres aménités).

L'intervention attendue doit également permettre la prise de conscience par tous les habitants de l'importance de faire entrer la nature en ville, de limiter l'imperméabilisation des sols, d'encourager les désimperméabilisations et de veiller à la sobriété des réalisations, leur participation à ces démarches serait bien sûr à rechercher. La lutte contre les îlots de chaleur est une priorité ainsi que la résilience face aux risques naturels.

Les projets de traitement des entrées de ville, en tant que démonstrateurs, doivent avoir un effet levier auprès des usagers et habitants, et plus précisément des riverains (particuliers, entreprises, artisans, commerçants, agriculteurs, propriétaires fonciers, ...) pour qu'ils s'inscrivent dans la même démarche qualitative et qu'ils contribuent, chacun à leur niveau, au programme (plantation, traitement qualitatif des limites séparatives, désimperméabilisation des parkings, bandes de protection riveraine en zone agricole, accès du public aux espaces naturels...).

2 -2 NIVEAUX D'INTERVENTION

La Région lance l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Transformer les entrées de ville pour repenser les lisières urbaines* » pour accompagner les acteurs publics qui souhaitent impulser une ingénierie d'études et soutenir la réalisation d'aménagements sur ces espaces. Les espaces traités doivent être d'une surface conséquente afin de justifier le recours à l'aide régionale.

A) Une ingénierie régionale mobilisée...

Le bénéfice de l'AMI peut tout d'abord consister en un accompagnement technique par les services de la Région. Elle mobilisera son expertise en matière d'aménagement et d'environnement lors de la phase ingénierie.

L'expertise d'autres acteurs pourra être sollicitée en fonction des enjeux et du secteur concerné que ce soient des organismes associés de la Région (Institut Paris Région, Parcs Naturels Régionaux, Agence des Espaces Verts, Agence Régionale de la Biodiversité etc.), que des organismes partenaires avec lesquels la Région collabore régulièrement (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France notamment).

B) ... au service d'études stratégiques sur ces entrées de ville

Deuxième forme d'accompagnement en ingénierie, cet AMI a vocation à financer des études stratégiques à même de dégager une vision d'ensemble et pluridisciplinaire. Ces études intégreront impérativement les enjeux environnementaux (fonctionnalité des continuités écologiques, gestion des risques naturels), d'urbanisme (règlementaire et opérationnel), de fonctionnalités des espaces agricoles et/ou forestiers, paysagers et de mobilités (lien avec les obligations des règlements locaux de publicité, du code de la route etc.) et devront conduire à une mise en œuvre opérationnelle.

C) Des travaux sur l'espace public

Les travaux éligibles au financement régional porteront sur l'aménagement d'espaces publics (requalification, création, liaisons douces, équipements légers, mobilier urbain, végétalisation, plantation de haies, d'arbres d'alignement, etc.).

Une bonne articulation sera étudiée avec les autres dispositifs régionaux existants, en fonction des projets.

3. MODALITES DE SELECTION

3-1 BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les acteurs franciliens suivants :

- Les communes,
- Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux (EPT),
- Les établissements publics d'aménagement (EPA) dans leur périmètre d'aménagement.

3-2 CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Préalablement au dépôt du dossier, en vue de l'accompagner de la façon la plus efficace possible, le potentiel candidat pourra utilement se rapprocher des services régionaux :

Direction de l'aménagement durable du territoire, contact mail : amenagement@iledefrance.fr

Le dossier de candidature devra ensuite être déposé sur la plateforme des aides régionales « MesDemarches » et sera composé des pièces suivantes :

Documents communs pour une aide financière sur les études ou les travaux :

- Un courrier de candidature accompagné d'une note de synthèse explicitant les intentions et les attentes relatives au traitement de l'entrée de ville proposée,
- Une délibération ou décision du porteur de projet,
- Une description du territoire et de ses orientations d'aménagement notamment au travers des documents réglementaires (SCoT, PLU, PLU-i, Règlement local de publicité, ...),
- Une présentation du site et des problématiques rencontrées :
 - o Localisation et périmètre d'étude/d'actions à conduire,
 - o Documents graphiques (photographies, cartes, schémas, ...) du secteur considéré et, le cas échéant, des évolutions attendues,
 - o Etat actualisé des maîtrises foncières.
- Une synthèse des études déjà menées,
- Le calendrier prévisionnel de déroulement des études et/ou des travaux,
- Un plan de financement prévisionnel de l'étude ou de l'opération en dépenses et en recettes (montants en euros hors taxes).

Documents spécifiques complémentaires pour une aide financière sur des études :

- Un cahier des charges ou pré-cahier des charges de l'étude d'ensemble avec notamment une présentation des enjeux du site et la prise en compte des orientations des grandes stratégies régionales en matière d'aménagement, de biodiversité, de recours aux matériaux biosourcés, d'économie circulaire, de mobilités durables, ...

Documents spécifiques complémentaires pour une aide aux travaux :

- Les éléments techniques et graphiques au stade avant-projet sommaire (APS), ce qui permet de présenter l'organisation générale du projet sur la base des premières études de diagnostic,
- Un estimatif des travaux par postes de dépenses (honoraires, VRD, espaces verts/plantation, mobilier urbain, acquisition foncière, ...),
- Un document attestant de la maîtrise foncière des espaces à traiter et en cas de prise en compte des coûts d'acquisition, l'acte de vente ou, le cas échéant, la promesse de vente.

3-3 PROCESSUS D'EVALUATION ET DE SELECTION DU DOSSIER

Sur la base des dossiers de candidature reçus et de la précision des besoins locaux exposés, un comité de sélection évalue le type d'accompagnement régional à même de répondre de manière la plus pertinente (ingénierie sans aide financière, aides aux études, aides aux travaux sous réserve des disponibilités financières des dispositifs en question).

Les demandes de financement seront examinées au regard de l'enjeu central de la qualité paysagère, de la limitation de l'artificialisation des sols, du respect des orientations d'aménagement du SDRIF¹, sachant qu'il est actuellement en révision intégrant un volet environnemental, de la prise en compte du SRCE².

Outre la pertinence du site, de l'échelle et du périmètre d'intervention proposé, notamment dans le cas où le projet proposé aurait une importance

¹ Schéma directeur de la région Île-de-France

² Schéma régional de cohérence écologique

intercommunale, la candidature sera analysée sous l'angle de la plus-value apportée en termes d'efficience environnementale en réponse aux orientations régionales (lutte contre l'étalement urbain, préservation de la biodiversité, sobriété énergétique, recours aux matériaux biosourcés, recyclés ou issus du réemploi, limitation des déchets, développement des liaisons douces, ...)

Les candidats pourront utilement se reporter à la liste de recommandations thématiques.

Le comité de sélection émettra un avis motivé au regard des objectifs poursuivis dans le présent règlement et soumettra ses propositions à la commission permanente de la Région, seule habilitée à désigner les projets retenus et, le cas échéant, à affecter les subventions.

4. COUTS ELIGIBLES, MONTANTS DES AIDES ET TAUX D'INTERVENTION

Les subventions accordées aux candidats retenus sont exclusivement des subventions d'investissement. Ainsi, s'agissant des projets déposés par les candidats, il ne doit s'agir que de dépenses liées à la réalisation de travaux ou d'études qui participent nécessairement à l'amorçage voire au démarrage des projets.

En ce qui concerne l'aide financière pour mener des études :

- Les dépenses éligibles sont les études réglementaires et les études pré-opérationnelles liées au développement du projet et comprenant des volets paysagers, environnementaux, techniques, fonciers, urbains...
- Le taux d'intervention de la subvention régionale pour les études est de 70% maximum des dépenses éligibles HT dans la limite d'une subvention fixée à 50 000 € et d'une participation minimale du maître d'ouvrage de 30%.

En ce qui concerne l'aide financière pour la réalisation des travaux :

- Les dépenses éligibles sont :
 - o les travaux d'aménagement d'espaces publics,
 - o les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres frais d'études liés à l'exécution des travaux dans la limite de 15% du montant HT des travaux,
 - o les dépenses liées à l'acquisition de foncier dès lors que le foncier concerné servira à la création d'espaces désimperméabilisés ayant une plus-value en termes de biodiversité. Ces dépenses seront prises en compte dans la limite de 50% du coût global de l'opération.
- Le taux d'intervention de la subvention régionale pour les travaux est de 50% maximum des dépenses éligibles HT dans la limite d'une subvention fixée à 250 000 € et d'une participation minimale du maître d'ouvrage de 30%.

Les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre financement régional portant sur les mêmes dépenses.

Les modalités de versement des subventions et les règles de caducité relatives aux opérations sont celles prévues par le règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention par la commission permanente, consultable sur le site internet de la Région Île-de-France.

Le versement des subventions est subordonné à la signature d'une convention à laquelle est annexée la fiche projet, signée entre la Région et le bénéficiaire concerné.

A noter que tout bénéficiaire d'un accompagnement technique, sans contrepartie financière de la Région, devra recandidater s'il souhaite bénéficier d'un accompagnement financier.

5. OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

5-1 OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Sur tout support, l'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur la base d'un formulaire-type préalablement transmis.

Le bénéficiaire s'engage à faire la demande aux services de la Région Île-de-France de réalisation et d'implantation des panneaux de chantier au moins six semaines avant le démarrage effectif des travaux. Ils devront mentionner la participation de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à en garantir le maintien dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

5-2 OBLIGATIONS EN MATIERE DE RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

En application de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016, la Région subordonne l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale au recrutement d'au moins un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

6. CALENDRIER ET MODALITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Chaque appel à manifestation d'intérêt est annoncé sur le site Internet de la Région Île-de-France www.iledefrance.fr, rubrique « Aides régionales et services ». Les porteurs de projet doivent déposer leur dossier de candidature sur la plateforme des aides régionales « Mes démarches » qui précise le calendrier des appels à candidatures.

La Région Île-de-France se réserve le droit de mettre fin au présent appel à manifestation d'intérêt pour tout motif, à n'importe quel moment de la procédure.